

La philanthropie à la rescousse de l'Europe ?

76 scientifiques européens appellent à un élan philanthropique pour financer la création d'une fondation sur le modèle de la Fondation Gates destinée à intervenir en cas de crise sanitaire ou environnementale.

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

La Fondation Bill et Melinda Gates dans laquelle l'ancien patron de Microsoft a mis toute sa fortune est aux avant-postes de la lutte contre le Covid-19. Avec plus de cinquante milliards de dollars d'actifs et 1.500 personnes, elle est devenue un acteur incontournable dans la lutte contre les maladies infectieuses à l'échelle mondiale. Et si l'Europe se dotait d'un outil similaire et faisait, elle aussi, appel à la générosité de ses plus riches concitoyens pour mieux faire face aux crises, qu'elles soient sanitaires ou environnementales ? C'est l'appel que lancent aujourd'hui 76 scientifiques européens dans une carte blanche que nous publions ci-contre. On y retrouve deux cosignataires belges : les professeurs de l'ULB Michel Goldman (immunologue) et Mathias Dewatripont (économiste).

Un aveu de faiblesse ?

L'idée peut surprendre. La philanthropie est un phénomène bien ancré aux Etats-Unis où il est commun de voir les plus riches compenser par leurs dons les manquements du financement public dans des domaines essentiels comme la culture ou la santé. Mais en Europe, où les Etats occupent un rôle plus central, la philanthropie reste peu développée. Faut-il voir dans cet appel l'aveu que nos pays n'ont plus les moyens suffisants pour faire face aux crises et qu'il faut se résoudre à voir le modèle libéral américain basé en partie sur la bonne volonté des plus riches s'imposer ? Ses promoteurs s'en défendent. « L'idée n'est pas que cette fondation se substitue aux Etats mais agisse en complément de ceux-ci », souligne Francis-André Wollman, professeur à l'Institut de biologie physico-chimique de Paris, un centre de recherche soutenu par la Fondation Edmond de Rothschild. « Elles n'ont pas la légitimité démocratique pour se substituer aux Etats ni leurs moyens. Les Etats ont la responsabilité première de la sécurité de leur population et ont la charge d'assurer une justice fiscale qui est essentielle à la cohésion sociale. »

A l'entendre, c'est moins pour des questions d'argent que de réactivité et d'autonomie que l'Europe a besoin d'une fondation comme celle de Bill Gates. « Le point de départ de notre réflexion, c'est la catastrophe à laquelle nous avons assisté au début de la crise du Covid sur le plan de l'idée européenne. Il n'y a eu aucune solidarité avec l'Italie. Ni avec l'Espagne ensuite. Pire, les pays européens se sont concurrencés pour des masques. Avec une fondation, l'Europe aurait pu agir autrement. Les fondations ont un temps de réaction beaucoup plus court que les Etats car elles n'ont pas à respecter toutes sortes de procédures administratives et surtout, elles ne doivent pas tenir compte de toutes les forces politiques qui peuvent intervenir dans le cadre d'une décision étatique ou européenne. Elles sont autonomes et n'ont qu'un objectif : intervenir là où la crise éclate le plus vite possible. » Il réfute toute idée de « charité ». « Nous voulons convaincre des gens attachés à l'idée européenne que les moyens financiers importants dont ils disposent peuvent prendre un sens en vue de défendre le bien commun. »



La Fondation Bill et Melinda Gates dans laquelle l'ancien patron de Microsoft a mis toute sa fortune est aux avant-postes de la lutte contre le Covid-19. © REUTERS.

CARTE BLANCHE

Francis-André Wollman Bioenergéticien, Institut de biologie physico-chimique, CNRS, Académie des sciences, France ; Mathias Dewatripont Economiste, I3h Institute, ULB ; Michel Goldman Immunologue, I3h Institute, ULB ; ainsi que 73 cosignataires

Appel pour la création d'une Fondation européenne de prévention des crises environnementales et sanitaires

L'initiative de personnes privées disposant de grosses fortunes permettrait de répondre beaucoup plus rapidement à des défis imprévus, en complément des mesures adoptées par les Etats européens et l'Union européenne.

La pandémie actuelle de SARS-CoV-2 a confronté le monde entier à une crise sanitaire sans précédent. La rapidité de sa diffusion sur toute la planète, conséquence inévitable des innombrables déplacements individuels dans une économie mondialisée, tranche avec la difficulté pour les Etats de coordonner la gestion d'une telle crise. Pire même, elle a accentué les divergences de stratégies pour y répondre quand elle n'a pas exacerbé les rivalités géopolitiques préexistantes.

Cette pandémie a surgi alors que, depuis plusieurs années, une autre crise de grande ampleur nous est annoncée, celle due au réchauffement climatique. Cette dernière modifiera en profondeur l'habitabilité de beaucoup de zones submersibles, les modalités de production agricole donc de nutrition humaine et, sans doute, la dynamique de propagation des maladies infectieuses, autant de situations d'urgence humanitaire et de déplacements de populations qu'il est difficile d'anticiper.

Un devoir d'action à l'échelle européenne

A l'heure où la Chine et les Etats-Unis s'affrontent en tentant d'imposer leurs doctrines politiques et sociales respectives, nous devons préserver le socle de solidarité sociale, de démocratie politique et le souci du bien public qui prévalent en Europe, pour le plus grand bénéfice de tous ses citoyens. Or, par temps de crise, les inégalités sociales s'aggravent, les plus démunis étant toujours les plus touchés. Pour affronter ces défis, chacun attend d'abord des Etats européens qu'ils assument leurs responsabilités. Mais l'Union européenne doit aussi se doter d'une capacité renforcée

de gestion de crise, pour affronter convenablement les périodes chaotiques à traverser avant de retrouver une situation plus sereine. Elle doit intervenir auprès des populations et dans les régions les plus durement frappées par les crises sanitaires ou environnementales pour qu'elles puissent bénéficier d'un puissant effort de solidarité.

L'expérience de la pandémie actuelle nous rappelle pourtant que ces décisions institutionnelles, lestées d'une administration complexe, ont un temps de réponse moins bien adapté à l'urgence en temps de crise. Il est nécessaire qu'une mobilisation issue de la société civile ait également lieu. A ce titre, l'initiative de personnes privées disposant de grandes fortunes permettrait de répondre beaucoup plus rapidement à des défis imprévus, en complément des mesures adoptées par les Etats européens et l'Union européenne.

S'inspirer de la tradition américaine

Aux Etats-Unis, on ne compte plus les initiatives de milliardaires américains pour contribuer à la lutte contre la pandémie. Elles s'inscrivent dans une longue tradition philanthropique qui représente 1,5 % du PIB américain. Force est de constater que cette tradition est beaucoup moins forte en Europe, où les dons ne correspondent qu'à 0,2 % du PIB, malgré un certain soutien dans le domaine social, éducatif et scientifique. Mais il faut bien dire que les initiatives des grandes fortunes européennes dans la lutte contre le SARS-Cov-2 sont restées très discrètes à ce jour.

Nous appelons ces grandes fortunes à une mobilisation de citoyenneté européenne pour créer ensemble une « Fondation européenne de prévention des crises environnementales et sanitaires ». Elle pourrait être dotée d'un capital de 20 milliards d'euros, apporté par des mécènes de chacun des 27 pays de l'Union européenne. Il suffirait qu'une centaine d'entre eux contribuent à hauteur de 200 millions d'euros pour y parvenir. Cela ne représente pas un effort excessif quand on le compare à ce qu'ont fait Warren Buffet et Bill Gates qui, à eux deux, ont doté la Fondation Bill et Melinda Gates à hauteur de 50 milliards d'euros, soit plus de deux fois ce que nous proposons. Ce capital, en partie consommable, pourrait être

Aux Etats-Unis, on ne compte plus les initiatives de milliardaires américains pour contribuer à la lutte contre la pandémie

”

mobilisé en période de crise aiguë avec une réactivité incomparable sur simple décision de son conseil des mécènes pour intervenir dans les territoires de l'Union européenne les plus durement frappés, et ailleurs dans le monde si nécessaire. Hors crise aiguë, le revenu annuel de la Fondation, de l'ordre de 500 millions d'euros, permettrait de soutenir, sur les avis d'un conseil scientifique indépendant, les efforts de recherche académiques sur les questions environnementales et sanitaires, et d'accompagner de petites entreprises sociales et techniquement innovantes sur des créneaux stratégiques, autant d'enjeux de prévention des crises à venir.

Soutenir le dynamisme social

Fédérer les efforts de mécènes européens au sein d'une même fondation, c'est se donner les moyens d'une action de grande ampleur, à la hauteur de ce que l'Europe représente dans l'Histoire, pour relever les défis environnementaux et sanitaires à venir. Cette initiative ne saurait se substituer à un engagement fort des Etats dans le respect de la tradition européenne d'investissements publics, garant de la cohésion sociale. Mais l'engagement européen des plus fortunés montrerait que chacun sait accompagner notre destin commun à la vraie mesure de ses moyens, un gage de solidarité et de dynamisme social, dont nous sortirions tous renforcés.

ABONNÉS

LE SOIR

La liste complète des 73 cosignataires de cette carte blanche peut être consultée sur notre site.

plus.lesoir.be